



Financé par  
l'Union européenne

## PDU-UE : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du Sahel

# Les cliniques juridiques mobiles : rapprocher la justice des citoyens sahéliens

Dans les régions sahéliennes, où les distances et l'insécurité complexifient l'accès à la justice, les cliniques juridiques mobiles du Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel- PDU-UE, soutenu par l'UE, émergent comme une réponse essentielle aux besoins des populations vulnérables, déplacées ou marginalisées. Conçues pour combler l'absence ou la faiblesse des institutions, ces structures itinérantes se déploient dans les zones rurales et frontalières du Sahel, portant en elles cet engagement : offrir un accès équitable à la justice, renforcer la citoyenneté et promouvoir les droits fondamentaux.

### Simplifier l'accès au droit et à la justice

Les « Cliniques d'Accès aux Droits et à la Justice », mises en œuvre dans deux régions du Burkina Faso, l'Est et la Boucle du Mouhoun, dans les communes de Nouna, Barani, Bomborokuy, Kassoum, Di, Lanfièra, Diapaga, Kantchari et Botou incarnent pleinement cette approche. Ces cliniques sont animées par des juristes expérimentés qui offrent gratuitement et en toute confidentialité aux communautés des services d'information, de conseil, d'orientation et d'assistance juridique. Elles répondent ainsi à une exigence fondamentale de justice de proximité, essentielle dans ces zones éloignées. Brigitte Hein, parajuriste dans la Boucle du Mouhoun, explique l'importance de ce travail de proximité : « Les personnes viennent vers nous pour nous exposer leur problème. Par exemple, dans le cas d'un besoin d'un extrait d'état civil, nous voyons quelle est la préfecture ou la mairie compétente ».



Clinique juridique dans la Boucle du Mouhoun  
© Humanité Inclusion/ PDU-UE/ UE. 2024

### Rétablir la confiance entre citoyens et institutions

Leur impact se mesure à plusieurs niveaux. Elles transforment la perception de la justice parmi les populations locales, renforçant la confiance entre les citoyens et les autorités judiciaires. Les bénéficiaires de leurs services se sentent ainsi en confiance pour exposer leurs préoccupations en toute quiétude et confidentialité.

Par exemple, un bénéficiaire de la Boucle du Mouhoun raconte l'aide précieuse apportée dans un moment critique : « A cause de l'insécurité, nous nous sommes déplacés à Tougan, pour la plupart d'entre-nous, sans nos documents administratifs. Lorsque nous sommes allés aux cliniques juridiques pour exposer la situation, et en l'espace de deux jours seulement, nous avons trouvé une solution ».



Clinique juridique dans la Boucle du Mouhoun©  
Humanité Inclusion/ PDU-UE/ UE. 2024

### Une réponse adaptée aux défis locaux

L'intervention du projet RECOSA appuyé par le PDU-UE s'inscrit en complément des actions menées par les cliniques juridiques mobiles, renforçant leur impact sur le terrain. Grâce à l'appui de RECOSA, les administrations ont pu maintenir leurs activités par le biais de postes de documentation mobiles, capables de suivre les populations déplacées. Cette capacité d'adaptation s'est révélée cruciale pour garantir l'accès des citoyens aux services de base, en particulier à l'état civil, condition indispensable pour bénéficier de ces services et se déplacer en toute légalité. En offrant des subventions spécifiques pour faciliter l'accès aux services d'état civil, ces initiatives conjuguent leurs efforts pour répondre aux besoins essentiels des populations vulnérables et déplacées. Par cette approche concertée, elles transforment radicalement l'accès à la justice et à la documentation, deux piliers essentiels de la citoyenneté active et de la résilience communautaire. ●